

Le Socialiste

44e année - Rs 5.00 - No 108430 Jeudi 15 Janvier 2026 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Le PM préside la réunion du Groupe de travail national pour les festivals Thaipoosam Cavadee et Maha Shivaratree



Page 4



Page 3



Page 5

Prix national du sport 2025 pour glorifier l'excellence dans le sport en République de Maurice



Protection de l'environnement

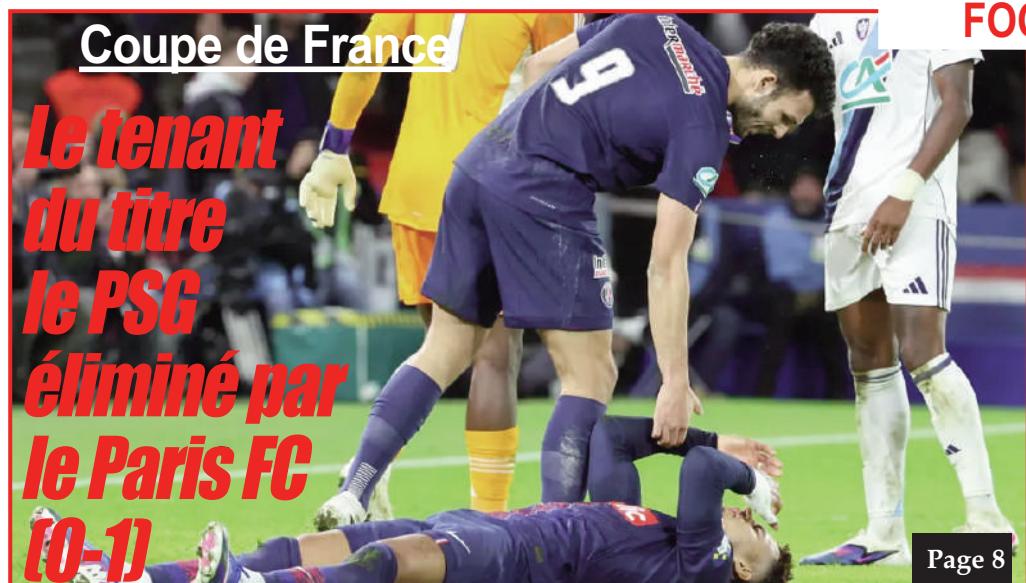
Ouverture du premier bureau insulaire de Greenpeace Afrique à Maurice



Page 3

Coupe de France

Le tenant du titre le PSG éliminé par le Paris FC [0-1]



FOOTBALL

Les buts de Semenyo et Cherki offrent à Manchester City une victoire en demi-finale



Dermatose**Aucun bovin au Salon de l'Agriculture en février prochain**

Du fait de cette absence des bovins au prochain Salon qui se tiendra à Paris du 21 février au 1er mars, il n'y aura pas d'épreuves bovines au Concours général agricole, a fait savoir le président de l'événement.

Faudra-t-il dire adieu omelettes, cookies, tourtes et cl. une première « depuis soixante ans ». En raison de la dermatose nodulaire, aucun bovin ne sera présent au Salon de l'agriculture 2026, qui se tiendra du 21 février au 1er mars, a annoncé son président, Jérôme Despey, lors d'un point presse.

« L'édition 2026 s'inscrit dans une période sanitaire et humaine très difficile pour l'élevage français. La dermatose nodulaire contagieuse frappe durement les filières et les éleveurs. Le salon tient à rappeler son soutien total et indéfectible aux agriculteurs et éleveurs, aujourd'hui plus que jamais, affirme ce dernier. Malgré des semaines de travail avec les organismes de sélection, la décision est désormais actée : aucun bovin ne sera présent au Salon de l'agriculture 2026. »

Et d'ajouter : « Le Salon de l'agriculture 2026 respecte cette décision, même si elle est vécue avec beaucoup de tristesse et de gravité. »

La dermatose nodulaire contagieuse (DNC) est une maladie virale touchant les bovins. Après quelques années d'accalmie, le virus est réapparu en Europe en juin 2025, cette fois en Sardaigne et en Lombardie, puis en France, en Savoie et en Haute-Savoie. La DNC n'est pas transmissible à l'homme, mais elle est dangereuse pour les bovins. C'est une maladie hautement contagieuse. Il a été estimé que 10 % des bêtes contaminées mourraient des suites de la DNC.

La stratégie d'abattage de toutes les bêtes des foyers affectés par la dermatose nodulaire contagieuse est contestée par des éleveurs et des syndicats agricoles.

Depuis l'apparition des premiers cas, l'Etat tente de contenir la propagation du virus en se basant sur « trois piliers » : l'abattage systématique, la vaccination – autour des foyers et généralisée dans dix départements du Sud-Ouest – et la restriction de mouvements au sein de zones réglementées.

Inde : Un éléphant activement traqué après avoir tué plus de 20 personnes depuis début janvier

Un éléphant est accusé d'avoir tué plus de 20 personnes dans l'État du Jharkhand, dans l'est de l'Inde, depuis le début du mois de janvier. Les autorités forestières mettent tout en œuvre pour le retrouver au plus vite.

Un éléphant sauvage est activement recherché par les autorités forestières indiennes après la mort de plus de 20 personnes depuis le début du mois de janvier. Selon The Guardian, ce pachyderme à une seule défense serait responsable de 22 décès dans l'État du Jharkhand, dans l'est du pays. Les attaques ont eu lieu principalement au cours de la nuit.

Le 1er janvier, c'est un homme de 35 ans qui a été tué dans le village de Bandijhari. Le 9 janvier, l'éléphant aurait fait deux autres victimes, dont un mineur, dont le village de Tilkouti, selon le journal indien The Hindu. Parmi les autres personnes tuées ou gravement blessées figurent un couple et ses deux jeunes enfants, ainsi qu'un agent des services forestiers.

Un jeune mâle séparé de son troupeau ?

L'éléphant a été vu pour la dernière fois dans le district de Chaibasa, qui a été placé « en alerte maximale ». Selon le responsable forestier du district, trois tentatives pour tranquilliser l'animal ont été effectuées mais elles ont toutes échoué jusqu'à présent. « Les efforts pour neutraliser l'animal vont reprendre. Il a été formellement conseillé aux villageois de ne pas pénétrer dans la forêt et de rester vigilants », indique-t-il.

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Les agriculteurs bloquent l'Assemblée nationale française, 350 tracteurs sont entrés dans Paris

Environ 350 tracteurs sont entrés à Paris mardi matin, selon un bilan de la préfecture de police de la capitale annoncé peu après 8 heures.

Le mouvement, conduit par la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) et les Jeunes agriculteurs, dénonce la baisse des revenus des agriculteurs et s'oppose à l'accord UE-Mercosur.

Ce dernier prévoit la création d'une zone de libre-échange entre l'UE et quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay et Paraguay). Il a été approuvé vendredi par une majorité qualifiée des États membres, malgré l'opposition de cinq pays : la France, la Pologne, l'Autriche, la Hongrie et l'Irlande.

"Pas de pays sans paysan"

Peu après 6 heures, les tracteurs ont commencé à entrer par la Porte Dauphine et ont remonté l'avenue Foch en direction de l'Arc de Triomphe, sous escorte de camions de CRS. Ils ont ensuite emprunté les Champs-Elysées et l'avenue George-V, avant de traverser le pont de l'Alma pour un rassemblement qui doit se tenir quai d'Orsay.

Le pont de la Concorde et le Quai d'Orsay sont fermés à la circulation jusqu'à nouvel ordre.

Si on veut garder la souveraineté alimentaire, qu'on nous laisse exercer notre métier", exhorte Fabrice Moulin cultivateur de céréales dans l'Eure. "On n'est pas pour l'anarchie mais trop de règles tuent les règles. Aujourd'hui, on ne vit plus de notre activité".

"L'élevage français doit passer avant l'élevage brésilien", déclare par ailleurs Baptiste Zado, qui exploite une ferme en polyculture et élevage dans les Yvelines "On ne peut plus se serrer la ceinture".

"Pas de pays sans paysan", "pas de paysan => pas d'alimentation", indique également un panneau placé sur l'un des tracteurs.

Le gouvernement se dit ouvert au dialogue

La porte-parole du gouvernement, Maud Brégeon, a affirmé mardi que "le dialogue et les échanges continuent", notamment sur "la transmission, la question des revenus, la question de l'eau, de l'adaptation au changement climatique".

"Ce qu'a mis le gouvernement sur la table n'est pas pour soldé de tout compte", a-t-elle précisé.

La ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, avait précédemment reconnu que la colère des agriculteurs était "profonde" et leurs revendications "légitimes", affirmant les entendre "au plus haut niveau du gouvernement".

Annie Genevard avait annoncé vendredi des mesures en faveur des céréaliers, des viticulteurs et des éleveurs, qui n'ont pas suffi à apaiser la mobilisation. Cette enveloppe de 300 millions d'euros, dépend en grande partie de l'adoption du budget 2026.

Les agriculteurs français intensifient leur mobilisation à quelques jours de la signature finale de l'accord UE-Mercosur, qui doit avoir lieu samedi au Paraguay. Des filtrages et des blocages ont ainsi été mis en place au Havre, le premier port de commerce en France, ainsi qu'à Bayonne et à La Rochelle.

Depuis ce week-end, des agriculteurs "contrôlent" les camions frigorifiques pour vérifier la provenance des produits dans le port du Havre.

Selon Justin Lemaître, le secrétaire général des Jeunes Agriculteurs en Seine-Maritime, ces contrôles ont permis d'identifier "de la farine étrangère, des soupes avec des légumes thaïlandais, des produits qui n'ont pas les mêmes normes de production" qu'en France.

Au total, le ministère de l'Intérieur a recensé "55 actions" dans "31 départements", qui ont mobilisé "2 400 personnes et 1 000 engins".

France**Ados et réseaux sociaux, les risques identifiés par l'Agence de sécurité sanitaire**

Alors que le gouvernement français souhaite interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans, l'ANSES, l'Agence nationale de sécurité sanitaire publie ce mardi 13 janvier une étude exhaustive sur les risques encourus par les adolescents à cause de leur usage de ces réseaux. Altération du sommeil, dévalorisation de leur image, symptômes dépressifs, harcèlement en ligne..

Pendant cette période de leur vie, les adolescents sont particulièrement vulnérables aux troubles psychiatriques, sont attirés par la prise de risque et recherchent la reconnaissance des jeunes du même âge. L'Agence nationale de sécurité sanitaire en France. L'ANSES souligne un problème : le modèle économique même des réseaux sociaux est incompatible avec ces particularités biologiques.

Le manque de sommeil et la baisse de l'estime de soi, entraînent à termes des symptômes dépressifs. L'exposition accrue aux contenus violents, la normali-

sation des comportements à risque avec des défis dangereux pour la santé, pousse parfois au suicide.

Selon l'étude, ce sont les filles qui courent le plus de risques. Elles sont plus nombreuses à utiliser des réseaux sociaux qui placent l'image de soi au centre de l'algorithme, elles sont plus souvent cyber-harcelées et plus sensibles à la pression des normes sociales.

L'imposant rapport scientifique publié ce mardi 13 janvier recommande notamment d'encadrer les interfaces manipulatrices et les fonctionnalités incitatives, comme faire défiler à l'infini les contenus ou enchaîner des vidéos automatiquement. L'ANSES souhaiterait voir apparaître des outils d'autorégulation et des procédures de signalement, ou de blocage simplifiées. Et que soit réellement appliqués le règlement général sur la protection des données (RGPD) et le règlement sur les services numériques (DSA) : deux règlements européens qui encadrent les plateformes et leurs usagers.

Protection de l'environnement

Ouverture du premier bureau insulaire de Greenpeace Afrique à Maurice

Le ministre de l'Environnement, de la Gestion des Déchets Solides et du Changement Climatique, M. Rajesh Anand Bhagwan, et la ministre déléguée, Mme Joanna Marie Bérenger, ont accueilli au siège du ministère à Port Louis, une délégation de Greenpeace Afrique, conduite par son Directeur Exécutif, Dr Oulie Keita, dans le cadre de la décision de l'organisation d'établir une antenne à Maurice. Le bureau mauricien de Greenpeace Afrique sera officiellement inauguré.

Le ministre s'est félicité de la décision de Greenpeace Afrique d'ouvrir un bureau à Maurice et a souligné les vulnérabilités environnementales et les priorités communes des petits États insulaires en développement. Il a souligné que la résolution des problèmes environnementaux nécessite des réponses larges et coordonnées, notant que des solutions efficaces sont

obtenues grâce à un engagement collectif et à des partenariats solides avec les ONG et la société civile.

À cet égard, il a mentionné la mise au point en cours du Plan national d'urgence en cas de déversement d'hydrocarbures. Le projet de document a été distribué aux fins de consultations publiques et des parties prenantes, y compris avec les ONG qui ont été directement impliquées dans l'intervention à la suite de la marée noire du MV Wakashio. Leur contribution et leur expérience sur le terrain pendant la crise ont été particulièrement précieuses, a-t-il déclaré.

Le ministre a réaffirmé l'engagement du ministère à collaborer étroitement et durablement avec Greenpeace Afrique.

Pour sa part, la ministre déléguée Bérenger a félicité Greenpeace Afrique



pour son travail et son engagement en faveur de la protection de l'environnement et a exprimé son intérêt pour le développement d'un partenariat structuré et productif entre le ministère et l'organisation.

La réunion s'est conclue par un engagement mutuel à renforcer la coopération pour relever les défis environnementaux urgents auxquels Maurice et l'ensemble de la région de l'océan Indien sont confrontés, à savoir les questions de pollution plastique et de changement climatique, grâce à un dialogue continu, à une collaboration technique et à une action coordonnée.

Dans une déclaration à l'issue de la réunion, le Dr Keita a déclaré que la délégation de Greenpeace était à Maurice pour ouvrir officiellement son nouveau bureau, marquant ainsi la première présence physique de l'organisation dans un pays insulaire d'Afrique. Elle a indiqué que Greenpeace Afrique opère actuellement par l'intermédiaire de cinq bureaux régionaux en Afrique de l'Ouest, de l'Est et du Sud, et a souligné l'importance de l'élargissement actuel pour inclure les États insulaires, en particulier Maurice.

Le Dr Keita a rappelé que depuis la marée noire du MV Wakashio en 2020, Greenpeace plaide activement pour un soutien international à Maurice. Elle a ajouté qu'entre 2017 et 2020, Greenpeace s'est engagée auprès des communautés mauriciennes pour identifier les principales priorités environnementales.

Ces priorités comprennent la lutte contre la pollution, en particulier les déchets plastiques; la protection des écosystèmes marins tels que les dauphins et les récifs coralliens; la pro-

motion du tourisme durable; et l'appel à une action gouvernementale plus forte sur le changement climatique, l'énergie propre et la responsabilité des entreprises en matière de dommages environnementaux. Selon le Dr Keita, ces consultations communautaires ont mis en évidence une demande claire de Greenpeace d'établir une présence à Maurice pour travailler à leurs côtés.

Elle a ajouté que l'année dernière, le Conseil d'administration de Greenpeace Africa, son organe décisionnel suprême, s'était rendu à Maurice pour tenir des réunions et dialoguer avec les communautés locales, à la suite de quoi il avait approuvé la création d'un bureau physique dans le pays.

Le Dr Keita a souligné que les discussions tenues avec le ministre Bhagwan et le ministre adjoint Bérenger ont porté sur la pollution par le plastique, les changements climatiques, les mesures préventives contre les déversements d'hydrocarbures, la protection des océans et le soutien des organisations internationales. Elle a qualifié les échanges de constructifs et encourageants.

Greenpeace Afrique

Greenpeace Afrique œuvre pour la protection de l'environnement en luttant contre la pollution, le changement climatique et les dommages environnementaux, tout en promouvant les énergies renouvelables et le développement durable. Il mobilise les communautés, plaide pour une plus grande responsabilité des gouvernements et des entreprises, et utilise la recherche et l'action non violente pour protéger les ressources naturelles et soutenir un avenir juste et durable pour l'Afrique.

La Haut Commissaire de Maurice, Mme Bappoo reçoit le prix Ashoka en Inde



La Haut-Commissaire de Maurice en Inde, Mme Sheilabai Bappoo, s'est vu décerner le Prix Ashoka, le 11 janvier 2026, par la Société Charles Walter pour l'innovation et la recherche (CWSIR) lors du Conclave intellectuel indo-international 2026 à New Delhi, en Inde, en reconnaissance de ses contributions exceptionnelles à la société et de son leadership exemplaire.

Le prix Ashoka est décerné à des personnes qui incarnent l'esprit d'Ashoka grâce à un leadership exceptionnel, un dévouement soutenu et un impact positif significatif sur la société dans leurs domaines respectifs.

Fondé en Inde en 1860, le CWSIR est une société indépendante de recherche et d'innovation dont le mandat est de promouvoir et de soutenir la recherche et l'innovation par le développement des ressources humaines dans les domaines de la science et de la technologie, des universités et de la littérature. Ses travaux s'étendent à des secteurs clés tels que le commerce, l'éducation, les sciences sociales, la santé, l'industrie et l'agriculture, et fournissent une plate-forme internationale pour les chercheurs afin de partager des recherches, des connaissances et des perspectives originales.

Organisé chaque année par le CWSIR, le Conclave intellectuel indo-international rassemble d'éminents dirigeants, diplomates, juristes, universitaires et professionnels de l'Inde et du monde entier, offrant des opportunités de reconnaissance, d'échange et de collaboration.

Le PM préside la réunion du Groupe de travail national pour les festivals Thaipoosam Cavadee et Maha Shivaratree

Le Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, a présidé, mardi après-midi dans la salle à manger de l'Assemblée nationale à Port Louis, la réunion de la Task Force nationale mise en place pour coordonner les préparatifs des prochains festivals Thaipoosam Cavadee et Maha Shivaratree. L'objectif était de faire le point sur les actions menées jusqu'à présent et de traiter les questions en suspens pour assurer la bonne célébration des deux festivals les 01 et 15 février 2026, respectivement.

Plusieurs ministres, députés, ainsi que des parties prenantes de divers ministères, départements, autorités locales, services de détection et de répression et organisations socioculturelles étaient présents.

Dans son allocution, le Premier ministre a souligné que le gouvernement avait affecté quelque 17,5 millions de

roupies à ces deux festivals, en dépit des contraintes budgétaires, afin de veiller à ce que toutes les dispositions soient prises pour que ces grandes manifestations religieuses soient célébrées dans les meilleures conditions possibles.

Le Dr Ramgoolam a indiqué que les travaux déjà en cours comprennent le nettoyage et le dragage des rivières et des égouts, l'embellissement du site, l'élagage des arbres, le rapiéçage des routes et l'asphaltage. D'autres installations comprennent la fourniture de tentes de bonne qualité, de podiums, de chaises, de toilettes mobiles, d'eau et d'électricité, d'un bon éclairage le long des routes, de poubelles, de services médicaux et la présence de policiers.

Le Premier ministre a souligné que les deux événements sont des fêtes spirituelles et a exhorté les



pèlerins à maintenir constamment une attitude pieuse, à agir de manière responsable, à respecter les instructions de la police et à éviter de porter des vêtements sombres, en particulier la nuit. Il leur a en outre demandé de se conformer strictement aux règles et règlements établis pour les dimensions des Kanwars, qui seront étroitement surveillés par les autorités compétentes.

Il a indiqué qu'il effectuerait prochainement une visite sur place au Ganga Talao pour faire le point sur l'avancement des travaux jusqu'à présent. En outre, le Dr Ramgoolam a appelé toutes les parties concernées à travailler de manière proactive pour assurer le bon déroulement et la sécurité des célébrations, et a souligné l'importance de la discipline et de la coopération entre toutes les parties prenantes.

Prix national du sport 2025 pour glorifier l'excellence dans le sport en République de Maurice

Le Prix national du sport 2025, dédié à la célébration de l'excellence sportive, aura lieu le 6 février 2026 au Complexe sportif national de la Côte D'Or. Avec 14 catégories à gagner, l'événement reconnaîtra les réalisations exceptionnelles des athlètes, entraîneurs et équipes mauriciens dans un large éventail de disciplines.

L'annonce a été faite, par le ministre de la Jeunesse et des Sports, M. Darmarajen Nagalingum, lors d'une conférence de presse au Conseil des Sports de Maurice à Port Louis. Le ministre Nagalingum a annoncé que les catégories qui figureront dans l'édition de cette année comprennent des prix bien établis et des prix nouvellement créés.

Les 14 catégories sont les suivantes : sportive de l'année; sportive de l'année; sportive de l'année – Handisport; sportive de l'année – Handisport; performance la plus remarquable de l'année (nouvelle catégorie); sportive junior de l'année; sportive junior de l'année; sportive la plus prometteuse de l'année; sportive la plus prometteuse de l'année; entraîneur de l'année (sports individuels); entraîneur de l'année (sports collectifs); équipe de l'année (sports individuels); équipe de l'année (sports collectifs); et photographe sportif de l'année (catégorie de retour).

En outre, un prix pour l'ensemble de ses réalisations sera décerné lors de la soirée de gala pour honorer davantage l'héritage de ceux qui ont consacré leur vie au monde sportif de la République de Maurice.

L'événement devrait être honoré par plusieurs personnalités éminentes, dont le Premier ministre, le Dr Navinchandra Ramgoolam; le vice-Premier ministre, M. Paul Raymond Bérenger; et le commissaire à la jeunesse de l'Assemblée régionale de Rodrigues, M. Joseph Varok Ravina.



Le ministre Nagalingum a rappelé que le Prix national du sport sert non seulement de célébration de l'excellence, mais aussi d'inspiration pour la jeune génération. « Il s'agit de récompenser le travail acharné de nos athlètes et d'encourager nos jeunes à rêver grand et à travailler pour devenir eux-mêmes récipiendaires de prix », a-t-il déclaré.

En ce qui concerne le processus de mise en candidature, le ministre a expliqué que 20 des 45 fédérations sportives avaient soumis les noms de ceux qu'elles estimaient mériter une reconnaissance dans les différentes catégories. À la suite d'une évaluation initiale par des responsables techniques du ministère de la jeunesse et des sports, une liste finale de trois candidats par catégorie a été soumise à l'examen d'un groupe de vote présidé par l'ancien ministre des sports et actuel Président de Mauritius Multisports Infrastructure Limited, M. Michael Glover.

Le ministre a souligné que pour la sélection du prix de la performance la plus exceptionnelle de l'année, 20%

des votes proviendront de la presse sportive. Pendant ce temps, le gagnant du prix du photographe sportif de l'année sera sélectionné par un panel spécialisé d'experts en photographie.

Selon M. Nagalingum, le personnel du ministère est pleinement engagé à faire en sorte que l'événement soit grandiose, un événement qui honorerait les athlètes et la communauté sportive avec le respect et la reconnaissance qu'ils méritent vraiment. Le sport n'est pas seulement une question de compétition, mais aussi de promotion de l'identité mauricienne, d'autonomisation des jeunes et de préparation de la prochaine génération pour l'avenir, a-t-il déclaré.

Sur un autre front, le ministre a souligné que 2026 serait une année charnière pour le secteur sportif, les fédérations et les centres jeunesse étant scrutés de près pour l'efficacité de leurs opérations. Il mentionne le projet de loi sur les sports à venir et la décentralisation des responsabilités au niveau du ministère afin de fournir des services plus rationnels et plus efficaces.

Ukraine

Des frappes russes nocturnes ont fait quatre morts et plusieurs blessés

La Russie a lancé mardi une deuxième vague importante de bombardements à l'aide de drones et de missiles en quatre jours en Ukraine, visant à nouveau le réseau électrique, selon des responsables.

Les troupes russes ont tiré près de 300 drones, 18 missiles balistiques et 7 missiles de croisière sur huit régions pendant la nuit de lundi à mardi, a rapporté le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, sur les réseaux sociaux.

Une frappe dans la région de Kharkiv a coûté la vie à quatre personnes dans un dépôt postal, a annoncé M. Zelensky.

Toujours selon le président ukrainien, plusieurs centaines de milliers de foyers se sont retrouvés sans électricité dans la région de Kyiv, alors que la température était de -12 °C dans la capitale.

Quatre jours plus tôt, la Russie avait également envoyé des centaines de drones et des dizaines de missiles lors d'une attaque nocturne à grande échelle en Ukraine. Pour la deuxième fois seulement depuis le début de la guerre, elle avait utilisé un nouveau missile hypersonique.

Lundi, les États-Unis ont accusé la Russie de mener une «escalade dangereuse et inexplicable» dans les combats, alors même que l'administration Trump tente de faire avancer les négociations de paix.

Tammy Bruce, ambassadrice adjointe des États-Unis auprès des Nations unies, a déclaré que Washington déplorait «le nombre stupéfiant de victimes» du conflit.

Lors d'une réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU, elle a ajouté que Washington condamnait l'intensification des attaques russes contre les infrastructures énergétiques de l'Ukraine. Depuis le début de la guerre, la Russie cherche à priver les civils ukrainiens de chauffage et d'eau courante pendant les mois d'hiver glacials, dans l'espoir de miner le moral des Ukrainiens et d'affaiblir leur résistance à l'invasion.

Les responsables ukrainiens qualifient cette stratégie d'«utilisation de l'hiver comme arme».

Zelensky réclame de l'aide

L'attaque russe dans la région de Kharkiv a également fait 10 blessés, selon les autorités locales.

Dans la ville d'Odessa, six personnes ont été blessées, selon le chef de l'administration militaire régionale, Oleg Kiper. Les frappes ont endommagé des infrastructures énergétiques, un hôpital, une crèche, un établissement scolaire et plusieurs immeubles résidentiels, a-t-il souligné. M. Zelensky a soutenu que l'Ukraine comptait sur une livraison plus rapide des systèmes de défense aérienne convenus avec les États-Unis et l'Europe, ainsi que sur de nouvelles promesses d'aide, pour contrer les nouvelles offensives russes.

Parallèlement, les défenses aériennes de la Russie ont abattu 11 drones ukrainiens pendant la nuit, selon le ministère russe de la Défense. Sept d'entre eux auraient été détruits au-dessus de la région de Rostov, où le gouverneur Yuri Slyusar a confirmé une attaque contre la ville côtière de Taganrog, à environ 40 kilomètres à l'est de la frontière ukrainienne.

L'armée ukrainienne a rapporté que des drones de fabrication nationale avaient frappé une usine de fabrication de drones à Taganrog. L'usine Atlant Aero assure la conception, la fabrication et les essais des drones Molniya et des composants des véhicules aériens sans pilote Orion, selon l'état-major des forces armées ukrainiennes.

Des explosions et un incendie ont été signalés sur le site, et des dommages aux bâtiments de production ont été confirmés, a fait savoir l'état-major. Il n'a pas été possible de vérifier ces informations de manière indépendante.

Corses

L'ex-dirigeant nationaliste Alain Orsoni abattu aux obsèques de sa mère

Âgé de 71 ans, l'ancien militant nationaliste et ex-président de l'AC Ajaccio Alain Orsoni a été abattu lundi lors des obsèques de sa mère, en Corse-du-Sud.

L'ancien dirigeant nationaliste corse Alain Orsoni, reconvertis dans les affaires et ancien-président du club de football d'Ajaccio, a été abattu lundi 12 janvier 2026 dans le village de Vero, en Corse-du-Sud, lors des obsèques de sa mère. Le procureur d'Ajaccio Nicolas Septe a confirmé les faits. Il a ouvert une enquête pour assassinat en bande organisée. Le nouveau Parquet national anti-criminalité organisée (Pnaco) a annoncé s'en saisir.

Les faits se sont produits autour de 16 h 30. Alain Orsoni est décédé sur place, a ajouté une source proche de l'enquête évoquant la piste d'un sniper. Âgé de 71 ans, ce militant nationaliste de la première heure avait déjà été visé par un projet d'assassinat en 2008. Son frère Guy avait été assassiné en 1983, prénom qu'il avait donné ensuite à son fils.

Après des études à Paris, il était devenu l'un des chefs du Front de libération nationale de la Corse (FLNC) avant de fonder le Mouvement pour l'autodétermination (MPA), qualifié plus tard par ses adversaires de « Mouvement pour les affaires ».

Il avait quitté la Corse en 1996 avant de revenir
Réputé pour son sens politique et son sang-froid, Alain Orsoni avait quitté la Corse en 1996, en pleine guerre frat-



icide au sein de la mouvance nationaliste. Il a vécu durant treize ans en Floride puis au Nicaragua, où il avait des activités dans le secteur des jeux, et en Espagne.

Peu après son retour d'exil, un projet d'assassinat le visant fut déjoué par la police durant l'été 2008. Il avait au même moment pris la présidence du club de foot de l'Athletic Club Ajaccio (ACA), succédant à son ami Michel Moretti, un ancien nationaliste qui venait de décéder.

En 2012, après l'assassinat de plusieurs notables ajacciens et proches de l'ACA, comme l'ancien bâtonnier Antoine Sollacaro et le président de la chambre de commerce Jacques Nacer, Alain Orsoni avait dénoncé une « cabale

France/Justice

L'appel de la présidente du RN Marine Le Pen a débuté mardi

Le procès en appel de l'affaire des assistants parlementaires du Front national – rebaptisé depuis Rassemblement national – s'est ouvert ce mardi 13 janvier à Paris. Pour sa première prise de parole, la cheffe de l'extrême droite française, Marine Le Pen, joue dans cette procédure sa participation à la présidentielle de 2027. Elle a soutenu n'avoir eu « aucun sentiment » de commettre un délit ni « rien dissimulé ».

C'est une échéance décisive dans l'optique de la présidentielle de 2027 en France : l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national (FN) – devenu Rassemblement national (RN) – est de retour devant la justice. Marine Le Pen, son parti et plusieurs de ses cadres sont-ils coupables de détournements de fonds publics au détriment du Parlement européen ?

Si la justice avait estimé que c'était le cas en première instance au mois de mars dernier – la patronne des députés RN à l'Assemblée avait alors été condamnée à quatre ans de prison dont deux ferme et à une peine d'inéligibilité de cinq ans avec exécution provisoire qui l'empêche pour l'heure d'être candidate à l'Élysée – c'est désormais à la Cour d'appel de Paris de trancher.

À l'ouverture du procès ce mardi 13 janvier, Marine Le Pen a, elle, d'ores et déjà laissé entrevoir un changement dans sa ligne de défense. Arrivée à l'audience sans dire un mot et l'air concentré, celle-ci a écouté, en compagnie de ses 10 coprévenus, la présidente du tribunal faire le résumé des éléments du dossier pendant plus de trois heures, prenant de temps en temps quelques notes.

Une défense à l'unisson

Puis, quand tous ont été invités à dire pourquoi ils ont fait appel, la figure de proue du RN, qui s'exprime en son nom mais représente aussi le parti, s'est levée la première. « Si un délit a été commis – car on a le sentiment que chacun s'accorde à le dire et je veux bien l'entendre – je veux que la Cour sache que nous n'avons eu aucun sentiment



d'avoir commis le moindre délit quand nous avons embauché et mutualisé nos assistants », a-t-elle débuté.

Puis, celle-ci a enchaîné en reprochant d'un ton calme au Parlement européen de « ne pas avoir joué le rôle d'alerte qu'il aurait dû jouer » alors qu'« il avait tous les éléments » et « que nous n'avons rien dissimulé », a-t-elle ajouté. Cette déclaration dénote une inflexion dans la défense de celle qui avait jusque-là rejeté en bloc avoir commis toute infraction et dénoncé des poursuites politiques. En effet, il semble désormais que Marine Le Pen conteste moins la matérialité des faits que l'intention de commettre un délit.

Ce qui n'a pas changé par rapport au premier procès, en revanche, c'est l'unisson de la défense. Tous les prévenus, à sa suite, ont adopté la même ligne, parfois presque mot pour mot. « Je n'ai jamais eu l'intention de commettre un délit », a par exemple déclaré l'ex-trésorier du FN, Wallerand de Saint-Just. « À aucun moment de mon exercice parlementaire je n'ai eu le sentiment de me mettre en situation de commettre un délit », a quant à lui déclaré l'eurodéputé Nicolas Bay.

Incendie/Crans-Motana

Le propriétaire du bar détenu pour trois mois

Onze jours après le terrible accident survenu en Suisse au bar Le Constellation, un tribunal du canton du Valais a ordonné lundi le placement en détention provisoire de Jacques Moretti, copropriétaire avec son épouse de cet établissement de nuit de la station de ski de Crans-Montana incendié la nuit du Nouvel An, pour une durée initiale de trois mois.

Après une audition de plus de six heures, le ministère public du canton du Valais avait demandé vendredi au Tribunal des mesures de contrainte la mise en détention provisoire de M. Moretti, mis en cause dans l'enquête ouverte après cette tragédie qui a fait 40 morts et 116 blessés.

Jacques Moretti, 49 ans, avait été placé en détention préventive vendredi 9 janvier. Sa femme Jessica Moretti, 39 ans, avait elle été laissée libre ce jour-là, et placée sous contrôle judiciaire.

Aucune volonté "de se soustraire à cette épreuve judiciaire"

Dans un communiqué publié lundi, les avocats du couple Moretti, Maître Yaël Hauat et Nicola Meier réagissent à cette décision et indiquent comment la femme du gérant l'a prise.

"Madame Jessica Moretti a pris connaissance de la décision prononcée par le Tribunal des mesures de contrainte il y a quelques instants, qui permettra à son mari, une fois les conditions réunies, de recouvrer la liberté. Cette autorité a pris la juste mesure de l'engagement inconditionnel de Jessica Moretti et de son époux de ne pas se soustraire à cette épreuve judiciaire qu'ils affronteront ensemble", indiquent les conseils du couple français.

"Comme rappelé par les instances de détention au sein de leur communiqué, cette décision s'inscrit dans le strict respect des principes cardinaux devant guider l'examen d'une privation préventive de liberté", ajoutent-ils.

Réactions des avocats des parties civiles

Après le placement en détention provisoire de Jacques Moretti ce lundi, les avocats de plusieurs parties civiles n'ont pas tardé à réagir.

"Mes clients ont pris acte de la décision du Tribunal des mesures de contrainte et il n'appartient pas aux parties plaignantes de commenter des décisions relatives à la détention des prévenus", a fait savoir Me Romain Jordan, avocat de nombreuses victimes blessées de plusieurs nationalités, à TF1info.

"Cela étant, nous restons très préoccupés par l'absence totale d'examen du risque de collusion par les autorités pénales, alors que la question de la conservation des preuves et de l'intégrité des témoignages se pose de manière urgente. Qu'on se rappelle que les réseaux sociaux du Constellation ont été effacés quelques heures après le drame, et qu'aucune perquisition n'a eu lieu pour saisir les pièces importantes qui peuvent à tout instant disparaître. Il reste par ailleurs de nombreux témoins à entendre. Nous appelons le ministère public à enfin prendre toutes les mesures pour assurer une enquête transparente et complète, à la hauteur des enjeux immenses de cette affaire", a ajouté la robe noire.

Me Sébastien Fanti, qui représente quatre victimes de l'incendie du jour de l'An, a lui déclaré à LCI-TF1 : "Ce matin le père d'un enfant brûlé vif m'a dit : 'Il est mort comme à la guerre, alors désormais c'est la guerre'. Nous ne pouvons donc qu'être très imparfairement satisfaits du placement en détention provisoire, pour l'heure, du seul exploitant. Chacun vivra avec sa conscience".

NOTICE UNDER SECTION 311 (2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that Kira Resources of c/o CKLB International Management Ltd, 1st Floor, felix House, 24 Dr Joseph Rivière Street, Port-Louis, Republic of Mauritius is applying to the Registrar of Companies for removal from the Register of Companies, under Section 309 (1) (d) of the Companies Act 2001 on the ground that the Company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all known creditors and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and the Companies Act 2001.

Objections or claims if any should be lodged in writing, with the Registrar of Companies not later than 28 days of the date of this notice.

Dated this 14th January 2026
CKLB International Management Ltd
Registered Agent

Etats-Unis

Trump déclare qu'il a plusieurs options sur la table concernant la situation en Iran

L'Iran a affirmé lundi être toujours disposé au dialogue avec les États-Unis alors que Donald Trump dit réfléchir à des "options très fortes", y compris militaires, face à la répression violente menée par le régime de Téhéran à l'encontre des manifestations qui secouent le pays. Lancé le 28 décembre dernier par les commerçants du Grand Bazar de Téhéran protestant contre une inflation galopante et la chute du rial, le mouvement de contestation a pris une tournure politique et s'est étendu à de nombreuses villes de province.

Téhéran accuse les États-Unis et Israël de fomenter la révolte. Israël et l'Iran se sont affrontés pendant douze jours en juin dernier et les États-Unis sont intervenus au côté de l'État hébreu en bombardant les installations nucléaires iraniennes. L'Iran a riposté en tirant des missiles sur la base américaine d'al Oudeïd au Qatar, sans faire de victimes et après avoir prévenu Washington de l'imminence des frappes.

Depuis l'émergence de la vague de contestation, Donald Trump a plusieurs fois menacé Téhéran de venir en aide aux protestataires en cas de répression trop brutale. Face à ces menaces, l'Iran a averti dimanche qu'il pourrait cibler Israël et les bases américaines au Moyen-Orient en représailles à une éventuelle intervention des États-Unis contre la République islamique.

"Nous sommes prêts pour la guerre mais aussi pour le dialogue", a souligné lundi le ministre iranien des Affaires étrangères Abbas Araqchi, selon des propos traduits en anglais, lors d'une réunion avec des ambassadeurs étrangers à Téhéran.

Donald Trump a affirmé pour sa part dimanche soir que Téhéran avait contacté Washington pour négocier sur son programme nucléaire. "L'Iran a appelé, ils veulent

négocier", a déclaré le président américain aux journalistes à bord de l'avion présidentiel Air Force One. "Nous pourrions les rencontrer", a-t-il ajouté, précisant qu'une "réunion est en cours d'organisation". Donald Trump a néanmoins indiqué que les États-Unis pourraient "être amenés à agir avant la réunion" en fonction de la situation en Iran.

TRUMP ÉTUDE DES "OPTIONS TRÈS FORTES"

Un responsable américain a fait savoir dimanche à Reuters que le président rencontrerait mardi ses principaux conseillers pour discuter des options concernant l'Iran. Selon le Wall Street Journal, ces options incluent

des frappes militaires, le recours à des cyberarmes, un renforcement des sanctions et un soutien en ligne aux sources antigouvernementales. "L'armée examine la question, et nous étudions des options très fortes", a déclaré Donald Trump à bord d'Air Force One.

Le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Esmaeil Baghaei a indiqué lundi que les lignes de communication entre Téhéran et Washington restaient ouvertes. "Le canal de communication entre notre ministre des Affaires étrangères, Abbas Araqchi, et l'envoyé spécial américain [Steve Witkoff, NDLR] est ouvert et des messages sont échangés chaque fois que nécessaire", a-t-il déclaré. Les contacts restent également ouverts par l'intermédiaire de la Suisse, médiateur traditionnel, a-t-il précisé. "Ils [les États-Unis] ont abordé certains cas, des idées ont été évoquées et, d'une manière générale, [...] la République islamique est un pays qui n'a jamais quitté la table des négociations", a ajouté Esmaeil Baghaei, regrettant toutefois les "messages contradictoires" envoyés par les États-Unis, qui témoignent selon lui d'un manque de sérieux.

SITUATION "SOUS CONTRÔLE"

Selon l'organisation de défense des droits humains HRANA, basée aux États-Unis, la répression des manifestations en Iran a fait 490 morts parmi les manifestants et 48 au sein des forces de sécurité, et plus de 10.600 personnes ont été arrêtées. L'Iran n'a pas communiqué de bilan officiel et Reuters n'a pas été en mesure de vérifier les chiffres de source indépendante.

La télévision d'État iranienne a diffusé lundi des images en direct d'une foule importante assistant aux funérailles des membres des forces de sécurité tués à Shahroud, ainsi que des images de manifestations pro-gouvernementales organisées dans différentes villes comme Kerman, Zahedan et Birjand.

Les autorités iraniennes ont appelé à un rassemblement national lundi pour condamner les "actions terroristes menées par les États-Unis et Israël", ont rapporté les médias d'État. Des images diffusées samedi sur les réseaux sociaux, en provenance de Téhéran, montrent une importante foule défilant de nuit, applaudissant et scandant des slogans. Cette foule "est sans fin ni commencement", clame un homme.

Lundi, Abbas Araqchi a affirmé que la situation était "désormais totalement sous contrôle". Il a ajouté que le réseau Internet, coupé depuis jeudi en Iran, serait rétabli en coordination avec les forces de sécurité.

Iran

Le bilan de morts grimpe à 648

Le bilan du nombre de manifestants tués en Iran s'est nettement alourdi dimanche, des ONG faisant état de plusieurs centaines de morts dans cette contestation inédite depuis trois ans. Alors que Téhéran menace de cibler les installations militaires américaines en cas d'intervention de Washington, Donald Trump a déclaré dimanche soir que l'armée américaine « examinait la question très sérieusement ».

La Human Rights Activists News Agency (HRANA), un groupe de défense des droits de la personne basé aux États-Unis, a déclaré avoir vérifié la mort de 496 manifestants et de 48 membres des forces de sécurité.

Toujours selon cette ONG, plus de 10 600 personnes ont été arrêtées au cours des deux semaines de troubles.

Or, ces estimations sont difficiles à vérifier et le véritable bilan pourrait être plus lourd encore.

Depuis jeudi, le régime iranien coupe Internet dans ce pays, ce qui entrave l'accès aux informations sur l'ampleur de la révolte. Qui plus est, samedi soir, les lignes de téléphonie mobile ont également été coupées.

Donc, vous avez une population qui est complètement plongée dans la noirceur, a fait remarquer Hanieh Ziae, politologue spécialiste du régime iranien, en entrevue dimanche à l'émission Tout terrain.

Les manifestations ont commencé le 28 décembre à la suite de l'effondrement de la monnaie iranienne, le rial. Depuis, les protestations ont pris de l'ampleur, particulièrement au cours des derniers jours, pour se transformer en un mouvement dirigé contre les dirigeants religieux au pouvoir depuis la Révolution islamique de 1979.

Je pense que, si certains n'étaient pas encore convaincus de la puissance, de la portée, de la colère sociale, maintenant, ils sont convaincus, a souligné Hanieh Ziae.

Si les autorités iraniennes ont déjà surmonté des mouvements de contestation par le passé, les manifestations actuelles surviennent alors que le pays se trouve dans une position affaiblie.

Téhéran se remet encore de la guerre de l'été dernier contre Israël et sa position régionale est ébranlée par les revers subis par ses alliés, notamment le Hezbollah libanais.

CAN

Egypte 3 Côte d'Ivoire 2

L'Égypte élimine la Côte d'Ivoire et rejoint le Sénégal en demi-finale

Au terme d'un quart de finale intense et spectaculaire, l'Égypte s'est imposée 3-2 face à la Côte d'Ivoire, ce samedi 10 janvier au Grand Stade d'Agadir, en quart de finale de la CAN 2025. Portés par un Mohamed Salah décisif, les Pharaons ont résisté au retour des tenants du titre et affronteront le Sénégal en demi-finale.

On pouvait s'attendre à une âpre bataille entre deux équipes physiques, même si l'une, la Côte d'Ivoire, reste plus fraîche et plus joueuse que l'autre. Mais l'Égypte le sait et ne veut donc pas se faire surprendre. Marmoush profite donc d'une perte de balle ivoirienne pour filer droit au but et ajuster Fofana (1-0, 3e).

Le ton est donné, les Éléphants n'ont même pas eu le temps de rentrer dans le match. Ils mettent donc le pied sur le ballon et se montrent dangereux à leur tour, avec une frappe de Diallo, contrée par Rabia (17e). Puis El-Shenawy intervient facilement sur une tête puissante de Guessand (30e).

Une efficacité clinique

Bien en place et devant au score, l'Égypte fait le nécessaire pour rendre la domination ivoirienne stérile. Et enfonce même le clou : un caviar de Salah sur corner trouve la tête de Rabia, qui lobe un Yahia Fofana impuissant (2-0, 32e). Deux tirs cadrés, deux buts. Cliniques, les Pharaons font valoir leur expérience et une confiance à toute épreuve.

On pense les Ivoiriens sonnés, mais gare à l'Éléphant blessé ! Diallo ou Diomande continuent de se lancer à l'assaut du mur rouge. Ce dernier obtient ainsi un bon coup franc, tiré dans la boîte et poussé dans son propre but par le malheureux Fatouh (2-1, 40e). L'espoir renait au meilleur moment pour les hommes d'Emerse Fae et le suspense est relancé pour la seconde période.



Les Égyptiens ne sont pas de cet avis : alors que les Ivoiriens gardent le ballon, Rabia lance Ashour côté gauche. Son centre millimétré est repris par Salah au second poteau, imparable (3-1, 52e). Jusqu'ici discret, le capitaine fait parler son instinct de buteur. Et s'offre au passage un nouveau record en Coupe d'Afrique en marquant contre une 11e nation différente.

L'envie ne suffit pas

Les errements défensifs de la Côte d'Ivoire se payent cash, et Yahia Fofana manque d'en faire les frais en dégagéant difficilement une frappe en bout de course d'Hany (60e). Mais Emerse Fae n'est pas du genre à baisser les bras : le sélectionneur ivoirien tente un coup de poker en sortant le

milieu Franck Kessié pour l'attaquant Jean-Philippe Krasso (70e). Celui-ci reprend un corner, repoussé par El Shenawy, mais Guela Doué a bien suivi (3-2, 72e).

Les Ivoiriens jouent enfin comme ils savent, en multipliant les offensives, mais les Égyptiens savent y faire et jouent... la montre. El Shenawy prend tout son temps après avoir capté une tête de Bayo (88e). Le gardien écope même pour cela d'un carton en toute fin de match (90e+4).

Mais l'expérience a été plus forte que l'envie ce soir, et l'Égypte, redoutable d'efficacité, poursuit sa quête d'un huitième sacre. Prochaine étape : le Sénégal mercredi en demi-finales, une revanche face à celui qui l'avait privé de trophée en 2022.

Coupe Africaine des Nations

Bagarre sur le terrain lors du match d'Algérie

La fin du quart de finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 entre l'Algérie et le Nigéria (0-2), disputé samedi dernier au stade de Marrakech, a été marquée par une atmosphère électrique et des scènes regrettables. Alors que les Super Eagles venaient de valider leur qualification, le coup de sifflet final a donné lieu à une bagarre générale impliquant des joueurs des deux équipes ainsi que des officiels.

Les tensions, perceptibles durant les dernières minutes de la rencontre, ont rapidement dégénéré sur la pelouse. Échanges verbaux, gestes d'humeur et tentatives d'emboîtainades ont nécessité l'intervention des staffs et des forces de l'ordre pour ramener le calme. Des images largement relayées sur les réseaux sociaux ont montré plusieurs acteurs dépassant le cadre sportif, dans un contexte de frustration et de nervosité extrêmes.

Ces incidents n'ont pas échappé à la Confédération africaine de football (CAF), qui a rapidement réagi. Dans un communiqué officiel, elle a annoncé l'ouverture d'une enquête disciplinaire, non seulement concernant le match Algérie-Nigéria, mais également l'autre quart de finale houleux ayant opposé le Cameroun au Maroc (0-2). « La Confédération Africaine de Football (CAF) a fermement condamné des comportements jugés inacceptables de la part de certains joueurs et officiels lors des



quarts de finale de la TotalEnergies CAF Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025 », précise le début du communiqué.

L'enquête et les mesures disciplinaires de la CAF

La CAF indique s'appuyer sur les rapports des commissaires au match ainsi que sur des éléments vidéo attestant de comportements potentiellement contraires aux règlements et à l'éthique sportive. L'ensemble du dossier a été transmis au Jury disciplinaire, chargé d'instruire l'affaire et de statuer sur d'éventuelles sanctions. « Des sanctions appropriées seront prises si les personnes mises en cause sont reconnues coupables », souligne l'instance, laissant planer la menace de suspensions ou d'amendes lourdes. Par ailleurs, la CAF a également annoncé analyser des images faisant état d'un incident impliquant

des membres des médias dans la zone mixte, qui se seraient comportés de manière inappropriée. Un point qui témoigne de la volonté de l'instance de faire respecter la discipline et le professionnalisme dans tous les espaces liés à la compétition.

En conclusion, la CAF a rappelé sa position de fermeté absolue face à tout comportement déplacé, en particulier ceux visant les arbitres ou les organisateurs. « Toute attitude contraire aux standards de professionnalisme exigés lors des compétitions de la CAF fera l'objet de mesures disciplinaires », conclut le communiqué.

Déjà dans le viseur du lobby anti-Algérie, la Fédération algérienne risque d'écopper de lourdes amendes. On en saura davantage après le verdict du Jury disciplinaire...

Le Real Madrid limoge son entraîneur, Xabi Alonso



Au lendemain de la défaite contre le FC Barcelone en Supercoupe d'Espagne, le Real Madrid a limogé son entraîneur Xabi Alonso, ce lundi 12 janvier 2026, huit petits mois après son arrivée.

La défaite en finale de Supercoupe d'Espagne face au rival barcelonais était celle de trop pour Xabi Alonso. Le Real Madrid a annoncé, ce lundi 12 janvier 2026, le limogeage de son entraîneur huit petits mois après son arrivée.

« Le Real Madrid annonce que, d'un commun accord entre le club et Xabi Alonso, il a été décidé de mettre fin à son mandat d'entraîneur de l'équipe première », écrit le géant espagnol dans un bref communiqué. L'ex-défenseur espagnol Alvaro Arbeloa, champion du monde en 2010 aux côtés de Xabi Alonso et jusqu'ici à la tête de l'équipe réserve, va le remplacer sur le banc, a annoncé le Real dans un second communiqué.

Le Real Madrid est actuellement deuxième de Liga, à 4 points du Barça, et septième de Ligue des champions, avec 12 points glanés en six journées (quatre victoires pour deux défaites).

Coupe de France

Le tenant du titre le PSG éliminé par le Paris FC (0-1)

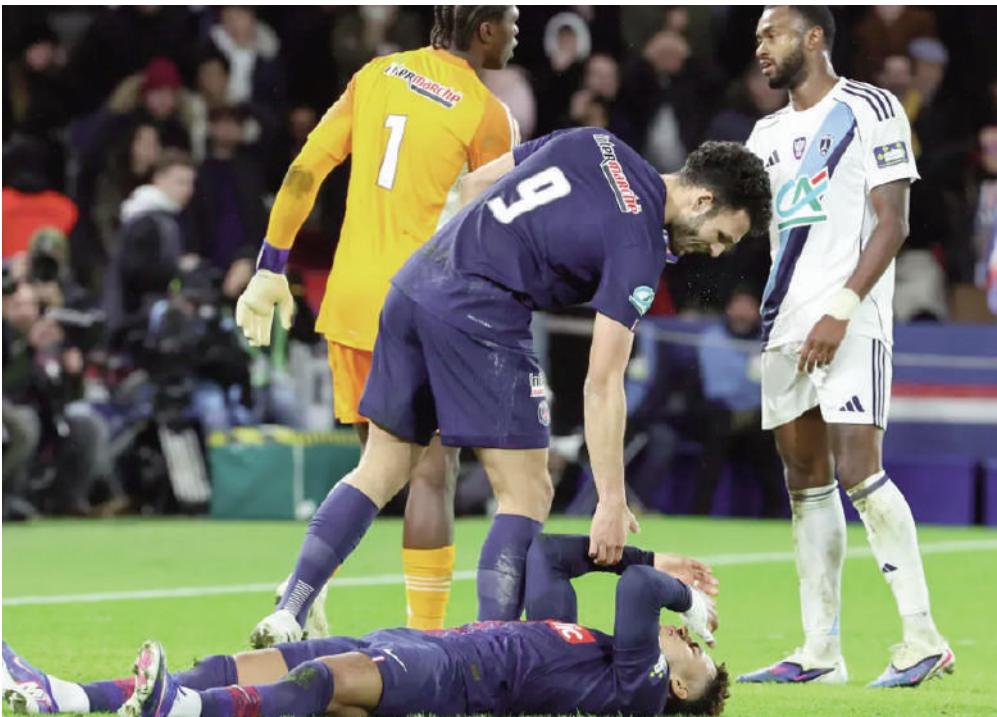
Le Paris FC a signé ce lundi 12 janvier l'exploit d'éliminer en 16e de finale de la Coupe de France (1-0) le double tenant, le Paris SG, qui abandonne son premier titre de la saison, payant cher ses nombreuses occasions manquées.

L'année 2026 avait bien commencé par un premier trophée, le Trophée des champions, gagné aux dépens de Marseille, mais elle s'est vite assombrie avec cet échec aussi inattendu que précoce.

Cette défaite constitue le premier accroc majeur dans la saison du PSG, qui a bouclé une année 2025 historiquement faste avec six titres (L1, Coupe de France, Trophée des champions, Ligue des champions, Supercoupe d'Europe, Coupe intercontinentale) sur sept (finale perdue au Mondial des clubs).

Il faut remonter à la saison 2013-2014 pour voir le PSG sortir dès les 16es de finale de Coupe de France, ce qui illustre encore davantage la performance des joueurs de Stéphane Gilli, voisins du PSG.

Les coéquipiers de Maxime Lopez ont réussi à faire sortir les champions d'Europe de leur match, même s'ils ont poussé jusqu'au bout, à l'image de cette tête manquée de Désiré Doué (90 + 6) et de la frappe de Vitinha (90 + 7) stoppée par Obed Nkambadio, très bon lundi soir.



Il aura fallu ce second derby en une semaine, après celui gagné par le PSG en Ligue 1 (2-1), pour voir le PFC réaliser cet exploit, malgré une nette domination de la part des joueurs de Luis Enrique, qui ont monopolisé le ballon.

Avec une équipe remaniée malgré la présence de plusieurs cadres (Vitinha, Fabian Ruiz, "Kvara", Barcola, Pacho, Chevalier), les doubles tenants du titre ont été laborieux une grande partie du match devant le but d'Obed Nkambadio, qui a sauvé à plusieurs reprises les siens.

Le PFC ultra efficace

Et les champions d'Europe se sont fait punir assez facilement à la suite d'une perte de balle de Nuno Mendes au milieu du terrain. Sur l'une des seules occasions du PFC, Jonathan Ikoné, formé au PSG, a surpris Lucas Chevalier (1-0, 74e) d'une frappe croisée.

Avant cela, le PSG a eu une flopée d'occasions qu'il n'a jamais conclues : Bradley Barcola a d'abord échoué (22e, 25e, 65e), Gonçalo Ramos (23e, 56e) mais aussi Senny Mayulu qui a mal géré plusieurs situations (23e, 36e), "Kvara" (45 + 1).

Ce match, décalé à lundi en raison du Trophée des champions remporté jeudi au Koweït contre l'OM (2-2, tab 4-1), était donc piège et les Parisiens ont payé l'enchaînement des matches et le manque de concentration malgré le discours tenu dimanche par Luis Enrique.

"En termes de rythme, je pense qu'il est préférable de jouer tous les 4 jours plutôt que tous les 10 jours. On aime la Coupe de France, c'est une compétition différente. On est concentré sur ce match. C'est comme une finale puisque c'est un match à élimination directe", expliquait Luis Enrique dimanche devant la presse, reconnaissant que les voyages sont les plus fatigants.

Privés de Ndjantou, Safonov, Lee (blessés), Hernandez (malade), Hakimi et Mbaye (CAN), les joueurs de l'Espagnol ont perdu leur calme qu'ils arrivent normalement à garder, surmontant très souvent des situations compliquées. Mais Gonçalo Ramos, sauveur sur le fil au Koweït, ne peut pas renverser à chaque fois les matches.

La rivalité entre le PFC et le PSG, qui peinait à exister, est donc lancée, animant les prochaines rencontres entre les deux clubs voisins. L'ambitieux promu de la famille Arnault, 15e de Ligue 1, a signé donc le premier grand exploit de leur saison, renvoyant le PSG à la réalité. La troisième manche est prévue en mai, pour la dernière journée de Ligue 1.

Carabao Cup

Newcastle 0 - Manchesty City 2

Les buts de Semenyo et Cherki offrent à Manchester City une victoire face à Newcastle en demi-finale

Manchester City prendra une solide avance lors de la deuxième étape de sa demi-finale de Coupe Carabao contre Newcastle United le mois prochain après que Rayan Cherki ait marqué un deuxième but tardif à St James' Park.

Plus tôt en deuxième mi-temps mercredi, Antoine Semenyo a placé City en tête avec son deuxième but depuis son arrivée de Bournemouth la semaine dernière, et il a ensuite été exclu pour hors-jeu – après un retard de près de six minutes alors que l'équipe VAR étudiait l'incident.

La nouvelle signature de City les a emportés de près pour les placer en tête et a semblé avoir doublé leur avance, seulement pour que son coéquipier Erling Haaland soit (éventuellement) considéré comme hors-jeu par l'arbitre après un examen sur le terrain de l'incident.

La ville et Semenyo profitent du changement de règle de coupe

L'entraîneur-chef de Newcastle, Eddie Howe, avait un sourire sur le visage, répondant à moitié en plaisantant sur le changement de règlement de la Coupe



Carabao qui a assuré que Semenyo était disponible pour affronter son camp, plutôt que d'être à égalité en coupe ayant joué dans la compétition pour le club précédent Bournemouth. Mais il ne souriait certainement pas lorsque la nouvelle signature de City a marqué l'ouverture du score à St James' Park hier soir.

« Oui, c'était bien de découvrir que la règle avait changé après avoir appris qu'ils l'avaient signé... », a déclaré Howe lors de sa conférence de presse d'avant-match lundi. Il a ajouté, en plaisantant à moitié : « Oui, je dois dire que c'est probablement un changement de règle que je ne soutiendrais proba-

blement pas en ce moment. » Il y a trois ans, après que Newcastle ait recruté Anthony Gordon d'Everton dans la vitrine hivernale, il était à égalité en coupe et incapable de disputer la demi-finale contre Southampton ou la pièce maîtresse de Wembley, que les partisans de Howe ont perdue 2-0 face à Manchester United.

Mais les transferts de mi-saison n'affectent plus l'éligibilité à la Coupe Carabao depuis la campagne 2025-2026. Semenyo a joué pour Bournemouth lors de sa défaite 2-0 contre Brentford en août, mais était disponible pour commencer pour City ici après son déménagement de £62,5 million la semaine dernière.

L'ailier a obtenu la touche décisive à la 53e minute pour ouvrir le score, et ce, alors que Newcastle n'avait que 10 hommes sur la pelouse, Jacob Ramsey ayant reçu un traitement à la suite d'un affrontement avec Jeremy Doku.

Howe a montré de l'irritation quand Semenyo a mis le ballon, plus sur les numéros inférieurs de Newcastle que sur la présence de l'ailier sur la pelouse, mais le buteur a été controversé.